

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Déclaration du PCML sur l'Europe

LÉ comité central du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) s'est réuni à Rennes, les 25 et 26 novembre 1978, pour sa 5e session ordinaire. Après discussions approfondies sur la base d'un rapport pour élaborer la ligne du Parti concernant la question de l'élargissement du Marché commun ouest européen et les élections au Parlement européen, une déclaration a été votée à l'unanimité. La voici :

La question du développement de l'unité des pays ouest-européens est une nouvelle fois à l'ordre du jour. L'élection prochaine du Parlement européen au suffrage universel, comme l'élargissement de la Communauté européenne à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce, suscitent un âpre débat politique.

Pour définir l'orientation de sa campagne sur ces questions de grande importance, le Parti communiste marxiste-léniniste tient compte à la fois de la gravité de la situation internationale, notamment des dangers de guerre mondiale et aussi du fait que c'est la bourgeoisie monopoliste qui réalise l'Union européenne.

Aujourd'hui, à travers des conflits armés en Afrique et en Asie, les USA et l'URSS accentuent leur rivalité dont l'enjeu principal en définitive est l'Europe.

L'Union soviétique a notamment considérablement renforcé ses efforts militaires pour couper l'Europe de l'Ouest des USA, diviser les pays européens et ainsi pouvoir les contrôler.

En s'unissant, les neuf pays de la CEE entravent la domination politique et économique des USA dans plusieurs domaines, même si la pénétration du capital monopolier américain se poursuit.

Dans le même temps, leur union constitue un obstacle sérieux aux entreprises de l'URSS qui cherche à les diviser pour mieux les avaler l'un après l'autre, selon une stratégie déjà pratiquée par l'Allemagne d'avant 1939.

Cependant, la bourgeoisie monopoliste des neuf pays mène contre les deux superpuissances une politique inconséquente, hésitante et souvent « munichoise ».

Sur le plan intérieur, l'union des pays de l'Europe de l'Ouest est utilisée par les bourgeoisies monopolistes pour accroître la domination du capital monopolier tant dans l'industrie que dans l'agriculture, ce qui entraîne une aggravation des conditions de vie et de travail des ouvriers, de la paysannerie laborieuse et des masses populaires.

Le Comité central du PCML
Le 26 novembre 1978
(Suite page 5)

La résistance de la Roumanie suscite la colère de l'URSS

LORS de la réunion du Pacte de Varsovie à Moscou, la semaine dernière, le président Ceausescu a résisté au diktat de Brejnev. Celui-ci voulait en effet imposer à la Roumanie, comme aux autres pays de l'Est, une augmentation des dépenses militaires et la participation aux aventures agressives de l'URSS dans le monde. Dès son retour, Ceausescu qui a expliqué publiquement sa prise de position a été approuvé par le comité central du Parti communiste roumain et par de nombreuses délégations populaires venues le voir. Voilà qui suscite la colère de l'URSS et explique sans doute le départ de plusieurs ambassadeurs des pays de l'Est qui ont quitté Bucarest pour regagner leurs capitales respectives probablement pour « consultations ».



(Voir article
page 4)

Enfants érythréens morts sous le napalm soviétique.
Le PPLE dénonce la participation de forces du Pacte de Varsovie dans l'offensive contre l'Erythrée.
Voilà le genre de coopération que l'URSS veut imposer.

Manufrance : encore 1 300 licenciements !



Manifestation des travailleurs de Manufrance
lors du premier plan de restructuration. Aujourd'hui,
avec l'annonce des 1 300 licenciements, on parle d'occupation.

JUIN 1978, Monory, ministre de l'Industrie apporte son soutien au premier plan de « redressement » de Manufrance. Ce soutien, c'est une enveloppe de cinq à huit millions de francs en avance aux vingt prévus pour rendre compétitive et juteuse l'affaire de Saint-Etienne. Ce « soutien » prévoyait aussi le licenciement de 334 travailleurs plus une trentaine de mises en retraite anticipées. Le ministre exigeait aussi que soient remis en cause les avantages acquis par les travailleurs de Manufrance, qu'il jugeait « anormaux, exorbitants ». Cela était le début d'une attaque en règle contre les ouvriers. Aujourd'hui,

cette attaque s'amplifie. Mardi soir, Gadot-Clet, le PDG de Manufrance, a annoncé l'acceptation par le conseil d'administration d'un nouveau plan qui prévoit 1 300 licenciements, soit la moitié des effectifs ! Motif invoqué : « le déficit de la firme ne fait que s'accroître ».

Le mot « occupation » est au bord de bien des lèvres et l'action à la base contre les licenciements doit certainement effrayer davantage Gadot-Clet que la présence de Sanguedolce, maire communiste de Saint-Etienne au conseil d'administration !

Même s'il a voté contre le plan, il a néanmoins accepté lors du premier plan, 300 licenciements.

40e congrès de la CGT

Compte-rendu de
nos envoyés spéciaux
p.3

Pour une démocratie en Espagne

AU pays basque, l'ETA poursuit sa politique d'attentats. Les fascistes espagnols s'en servent pour appeler à la subversion. Face à cela, le gouvernement fait peser la répression sur tout le peuple basque et ne fait rien contre des militaires de haut rang impliqués dans la tentative de coup d'État qui a eu lieu le 16 novembre dernier.

Nous avons soutenu les deux militants basques de l'ETA qui ont été assassinés, en septembre 1975, comme nous nous devons de soutenir tous ceux qui luttent contre un régime fasciste. Nous avons soutenu et soutenons toujours la lutte du peuple basque pour la reconnaissance de ses droits. Mais aujourd'hui, dans cette période de démocratisation du pays, force est de constater que les actes terroristes de l'ETA vont dans un sens contraire aux intérêts du peuple basque et de tous les peuples d'Espagne.

En alimentant la propagande des fascistes, ils donnent à ceux-ci les moyens d'élargir leurs rangs. Si, lors de la manifestation de commémoration de la mort de Franco, ils ont rassemblé 150 000 personnes (ce qui est déjà considérable), ils en ont rassemblé 300 000 sur le thème : « Contre le terrorisme ».

Dans les colonnes des journaux fascistes se multiplient les appels à la subversion, les appels à la guerre sainte en Euskadi. Ils ont pour mot d'ordre : « Nous allons incendier Euskadi ». Ils diffusent l'idée que le pays basque est en guerre et qu'il est nécessaire d'y intervenir militairement.

Ces phrases pourraient passer pour des élucubrations d'hystériques, mais, en Espagne, ce n'est pas le cas. Il n'y a pas si longtemps l'Espagne toute entière était sous la dictature fasciste. Aujourd'hui, la majorité de la bourgeoisie s'est prononcée pour un régime démocratique, mais la démocratie bourgeoise n'est pas une chose immuable. La restauration du fascisme est toujours possible et les nostalgiques du temps passé ne manquent pas. Ils sont nombreux dans l'armée et la police. Ceux qui hésitent se sont retrouvés dans les rangs des néo-franquistes à la suite des attentats provoqués par l'ETA. Prétextes pour les fascistes, les attentats sont également, pour le gouvernement, un moyen de remplir les rues de forces de l'ordre. Et c'est tout le peuple basque qui en pâtit. L'ETA ne s'en rend-elle pas compte ?

Enfin, n'est-ce pas mépriser le peuple que de considérer qu'un groupe de terroristes peut faire reculer le gouvernement sur un point aussi fondamental que celui des droits du peuple basque ? Il n'y a que les actions de masse qui peuvent faire avancer les choses.

L'ETA justifie ses actes en déclarant que la démocratie n'a pas apporté une amélioration du niveau de vie pour le peuple. C'est une réalité. L'Espagne est

un pays capitaliste et donc, là aussi, ce sont les travailleurs qui font les frais. Le chômage est très important, plus qu'en France. Là encore, ce sont des luttes de masse qui peuvent être efficaces. Trois militaires assassinés n'empêcheront pas les capitalistes de faire des profits sur le dos des ouvriers, de licencier à leur guise, etc.

Par contre, les fascistes sauront bien utiliser ces attentats pour exiger un retour à la dictature. Or, les travailleurs ont toujours eu plus de facilités pour lutter sous un régime de démocratie bourgeoise que sous un régime fasciste. Ils peuvent s'organiser, manifester, etc. Ce sont des acquis importants à conserver.

Il n'y a vraiment rien qui puisse justifier la politique de l'ETA. A l'opposé, les conséquences de leurs actes terroristes sont autant de faits qui nous amènent à une condamnation sans détour.

Le danger fasciste : un leurre ?

La tentative de coup d'État du 16 novembre dernier ne s'est pas préparée en un seul jour. Dès juillet 1975, les fascistes relevaient la tête et, depuis, ils ont accru leurs activités.

Leur force réside dans le fait qu'un certain nombre d'entre eux se trouvent à la tête de l'armée et de la police. En une année, les actes d'indiscipline de hauts officiers envers le gouvernement se sont multipliés.

La tentative de putsch est l'œuvre d'environ deux-cents militaires et policiers. Si les plus engagés dans l'affaire ont été arrêtés, d'autres responsables occupent toujours des hauts postes de commandement. Au lieu de prendre les mesures nécessaires, le gouvernement

ne fait que clamer que ce n'était rien de grave. Cette politique de l'autruche n'est, en fait, qu'un encouragement pour les fascistes. Il faut reconnaître que le gouvernement a pris une mesure : l'interdiction de toute manifestation avant le référendum du 6 décembre. Comme ça, pas de jaloux... S'il ne reste plus beaucoup de temps aux fascistes pour prendre le pouvoir avant le vote de la Constitution, d'autres solutions sont envisageables pour eux. Ainsi, une frange des forces fascistes, bien qu'acceptant la tenue du référendum, prétend empêcher son application pour imposer par la suite un gouvernement qui aurait l'appui des militaires.

Les propositions des marxistes-léninistes espagnols

Face à cette situation, les camarades de l'Organisation révolutionnaire des travailleurs considèrent que la tâche principale aujourd'hui est de faire pression par tous les moyens sur le gouvernement pour que les responsables soient punis en conséquence de leurs actes, que la loi soit appliquée à tous ceux qui ont soutenu cette tentative de putsch.

Par ailleurs, ils estiment nécessaire d'isoler les terroristes de l'ETA. Pour cette raison, l'ORT exige que des mesures politiques soient prises en Euskadi, c'est-à-dire que soit accordé au Pays basque un statut d'autonomie large.

Enfin l'ORT appelle à voter OUI au référendum sur la Constitution qui constitue un maillon pour consolider la démocratie en Espagne. « Le OUI à la Constitution doit être un OUI à la démocratie contre le fascisme » disent-ils.

Pour accomplir ces objectifs, l'ORT appelle à l'unité la plus large possible de tous les démocrates.

Evelyne LE GUEN



Aujourd'hui et encore en Espagne



Ho Chi-Minh-ville 1978. Affiches de propagande. Après le français puis l'américain, c'est le russe qui est devenu obligatoire à l'école



Ho Chi-minh-ville 1978. Des conseillers russes faisant leur shopping.

Témoignage sur le Vietnam

La présence russe, on la voit partout

VOICI la suite de l'interview dont nous avons commencé la publication dans notre édition datée de mardi. Aujourd'hui, nous publions plus spécialement les extraits portant sur l'effort de guerre et la manière dont le peuple réagit à la présence soviétique.

— Q : Est-ce que le peuple accepte la guerre contre le Kampuchea ?

R : Tu sais, c'est un peuple qui en a marre de la guerre, alors il a encore une guerre à subir. Il est contre parce qu'il en a marre.

L'armée vietnamienne, elle convoque d'un seul coup tous les jeunes de 16, 18 ans et hop, on les envoie au front. C'est tout.

— Q : Les autorités affirment que la conscription est volontaire ?

R : C'est faux. C'est obligatoire à condition de ne pas justifier d'un travail ni d'être en cours d'étude. Si tu n'as pas de travail, on t'enrôle de force, en fait. Et tu sais, des gens sans travail, il y en a beaucoup

à Saïgon.

Tiens, j'ai une amie qui a la nationalité française ; on l'a convoquée dernièrement. Elle a 19 ans, on lui a demandé de faire son service militaire, ça veut dire aller à la guerre. Il faut souder les autorités vietnamiennes, leur donner des dongs pour ne pas envoyer le fils à la guerre, ou la fille.

Mais en général, ceux du Sud n'ont jamais de munitions. Par exemple, les policiers du Sud n'ont jamais de fusil.

— Q : Pourquoi ?

R : Les autorités se méfient des gens du Sud. Par exemple, les jeunes du Sud qui sont enrôlés portent les munitions, des choses comme ça.

— Q : Comment réagissent les gens ?

R : Surtout, ils en ont marre de la guerre. Ils ont trouvé de moins en moins de choses à manger. Il y avait un problème économique à résoudre. Puis après, d'un seul coup, les dirigeants misent tout sur la guerre. Moi, j'ai vu les pancartes. Au début, bien que la guerre soit déjà en latence, on voyait d'après les panneaux : qu'il fallait tout miser sur l'économie. Puis, tout a été axé sur la guerre. Alors, dis donc, les gens ont été écoeurés... A mon avis, il y a un ralentissement de la production. Ils portent tout leur effort sur le développement militaire et ils sont en train de négliger l'aspect économique. C'est pour ça qu'il y a des problèmes.

— Q : Est-ce que tu as vu l'influence grandissante de l'URSS ?

R : Tu sais, quand les Russes sont là, tout est russe. Sur le plan culturel, on publie

L'HUMANITÉ ROUGE - JEUDI 20 NOVEMBRE 1978

Quelle démocratie et pourquoi faire ?

C'est en ce sens que s'est approfondi le débat mardi

toutes les revues soviétiques, des pays de l'Est, les films russes, etc. Le russe est devenu obligatoire dans les écoles. C'est passé du français à l'américain et maintenant c'est le russe.

Q : Est-ce qu'on voit la présence militaire soviétique ?

R : Bien entendu, ils ne vont pas se montrer en uniforme dans la rue. Mais on voit les cadres des pays de l'Est en civil. Alors, il y a certainement des conseillers militaires. D'ailleurs, tous les étrangers, on les traite de « Russe » dans la rue.

Q : De quelle manière ?

R : On te lance des cailloux, et tout ça. Il y a même eu des attentats contre les Russes.

Après avoir rappelé que les anciens membres du GRP (Gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud-Vietnam) ne sont pas pro-soviétiques comme les dirigeants du Nord (cf : notre édition de mardi dernier), il poursuit :

« Par exemple, tu as le chef d'arrondissement, le chef de quartier et le chef d'îlots. Et bien, le chef d'arrondissement, c'est un gars du Nord, le chef de quartier aussi. Il n'y a que pour l'îlot que c'est un gars du Sud. Mais il n'a aucun pouvoir, il ne fait qu'exécuter les ordres de plus haut.

Q : Comment le peuple ressent-il la campagne contre la Chine ? Est-ce que ça marche ?

R : Ah non, le peuple préfère la Chine populaire au régime soviétique ou au régime vietnamien. Même les Vietnamiens (et plus encore les Chinois, bien sûr), ils préféreraient encore aller vivre en Chine qu'au Vietnam (depuis la chute de la Bande des Quatre).

Q : Donc le peuple est hostile au régime actuel ?

R : Mais oui, qu'est-ce que tu veux ! Des gens qui n'ont plus rien à perdre, on leur a tout pris (NB : Voir le récit de la perquisition générale dans le journal de mardi dernier). En plus, on leur balance les Russes ! Le peuple s'attendait à autre chose de la part des autorités vietnamiennes. D'ailleurs, au début, quand les soldats sont arrivés à Saigon, ils sont entrés sans difficultés parce que les gens voulaient que ça change. Ils en avaient marre de l'ancien régime, ils étaient contre à 90 %. Après, ils ont attendu pendant 2, 3 mois puis quand ils ont vu que les autorités faisaient des conneries, au bout de quelques mois, la majorité était contre. Pourtant au début, ils étaient mitigés, ils ne savaient pas trop : « Oui, oui, pourquoi pas ». Mais les gens on leur prend tout, t'as plus rien du tout, qu'est-ce que tu veux !

Q : Il y a donc un appauvrissement ?

R : Il y a un pousse qui m'a dit : « Voilà, moi, je suis encore plus pauvre qu'avant ».

Que les riches deviennent moins riches, ça se conçoit. Mais les pauvres, ils n'ont plus rien du tout, alors ils commencent à avoir vraiment faim. Ils sont au bord de la famine, avec en plus les inondations... J'ai une amie qui m'a dit : « On est au bord de la guerre civile, c'est à dire la minorité contre le peuple. »

Propos recueillis par Claude LIRIA

Le débat s'est approfondi ce mardi sur la question de la démocratie qui paraît bien être de plus en plus le thème central de ce congrès. Pour qui a eu l'occasion d'assister déjà à des congrès de la CGT, ce qui est le cas de certains délégués et aussi de journalistes, c'est d'ailleurs le côté marquant dont le congrès témoigne par la diversité des « sensibilités » qu'expriment les interventions. « Diversités des sensibilités » : c'est un terme qui revient souvent à la tribune comme dans les conversations ou dans les réponses aux questions des journalistes. Lors de « briefing » animé, mardi après-midi, par Jean-Claude Laroze et Michel Warcholak (responsables confédéraux), c'est un point sur lequel les délégués affirment qu'ils ne veulent pas revenir. Une porte est maintenant ouverte et qu'ils ne veulent pas voir refermée. C'est, à notre avis, un point très important en effet : la démocratie, c'est une condition nécessaire pour pouvoir construire, consolider l'unité indispensable contre l'ennemi de classe sur des bases de classe.

Personne ne remet ce pas en cause, tout au moins de façon affirmée. Ce mardi matin, un délégué du syndicat national des journalistes CGT répondait très clairement à l'intervention de la veille la plus hostile à l'ouverture : celle de Georges Frischmann, secrétaire général de la Fédération PTT. A celui-ci qui avait ironisé sur « les discussions sur le sexe des anges » ou les « clubs de discussion », ce délégué répondait, après avoir exprimé le souhait de son syndicat de voir fonctionner les tribunes et autres moyens de la démocratie : « Mais sur cette question des tribunes, je voudrais faire une parenthèse : le camarade Frischmann a rappelé que la CGT n'est pas Byzance. Mais qui ici ne serait pas d'accord avec cette affirmation ? Par contre, il serait extrêmement dangereux d'opposer la nécessité de l'action au non moins nécessaire débat sur les objectifs et les modalités de l'action. Sinon la CGT se limiterait à un activisme stérile et sans perspective. Camarades, est-ce que dans des discussions, est-ce que le débat préparatoire au congrès, est-ce que dans ce congrès, depuis dimanche, les militants ont discuté du "sexe des anges" ? Non camarades ! Chacun à sa manière, chacun selon son expérience, les militants ont débattu de ce que doit être la CGT aujourd'hui, ils ont débattu des conditions modernes de leur lutte syndicale, des conditions modernes de la lutte des classes. »

MAIS QUELLE DÉMOCRATIE ? ET POUR QUOI FAIRE ?

On le voit, dans l'intervention de ce délégué, que bien d'autres ont rejoint, il s'agit de débattre sur les objectifs et les modalités d'action. C'est pour agir, pour lutter contre l'ennemi que les militants veulent la démocratie et veulent

la développer. Car c'est sur l'absence de démocratie et de débat sur les objectifs et les modalités de l'action qu'ils voient au moins l'une des raisons pour lesquelles leur syndicat a pu s'écarter de la voie de la lutte et se cantonner à des actions qui n'ont pas permis de riposter efficacement aux attaques patronales. Mais quelle est, à ce sujet, la conception confédérale ? L'intervention de Frischmann, lundi, était un point de vue. Celui de Ségué, exprimé à l'ouverture du congrès, celui exprimé ce mardi après-midi par Moynot, au nom de la commission exécutive, en est un autre qui constitue d'ailleurs une conception cohérente et globale présentée comme le début d'une « ultération », une réforme pour sortir de la crise par la « mise en œuvre de la gestion démocratique » : « L'orientation de cette réforme découle de la nécessité, pour sortir de la crise du système capitaliste, d'un changement politique et économique d'ensemble assez profond pour mettre en cause les tendances permanentes de la production, le mode de vie (...) Il s'agit, en particulier, de commencer, dans un large secteur de l'économie, à substituer à l'autorité des propriétaires exploités une coopération plus librement organisée entre les producteurs responsables, susceptibles d'initiatives, mettant en commun leurs compétences. » C'est dans un tel cadre que se situeraient les conseils d'atelier dont Moynot apprécie en ces termes le rôle par rapport à l'organisation hiérarchique : « Exprimer toute l'intelligence dont le mouvement syndical est capable pour réaliser la convergence de tous les travailleurs. » Une telle orientation, qui s'affirme elle-même réformatrice, nous semble bien loin des aspirations exprimées jusqu'ici par beaucoup de congressistes, tout en étant voisine de la conception développée par plusieurs représentants de l'UGIT. Il ne s'agit pas, bien sûr, d'opposer les ingénieurs, cadres et techniciens aux ouvriers, employés et autres catégories de travailleurs, mais il s'agit de savoir sur quelle base réaliser leur unité. Nous aurons à revenir sur ce projet qui n'est d'ailleurs pas soumis à l'approbation du congrès : il sera discuté ultérieurement.

Il dessine les contours d'une orientation que sont venues appuyer les déclarations de Ségué à la radio sur la politique contractuelle : Michel Warcholak parlait, ce mardi après-midi, « d'engranger le positif et le négatif » en matière de politique contractuelle et de « réflexion à approfondir dans ce domaine ». C'est donc bien une affaire à suivre.

POUR DÉVELOPPER LA DÉMOCRATIE

La question de l'orientation est tranchée, on le sait, par le document présenté au congrès. Ségué y est revenu nettement dimanche. En approuvant, comme il est certain, le document d'orientation, le congrès tranchera à son tour. Mais ce sera d'une manière très générale. Le projet présenté par Moynot montre que cette présentation générale va prendre des aspects plus concrets qui ne manqueront pas de susciter de nouveaux débats : de fait, la question de l'orientation n'est donc pas close.

Le pas essentiel sera donc bien celui de l'ouverture démocratique qu'il s'agira de consolider en l'orientant toujours plus sur l'action, ses objectifs et ses modalités.

Gilbert CARPENTIER

La lutte des résidents des foyers Sonacotra

Mardi matin, le congrès a applaudi un travailleur immigré, résident du foyer de Thiais dans le Val de Marne, venu parler de la lutte des résidents des foyers d'immigrés.

Dans son intervention, ce travailleur a expliqué la lutte des résidents pour de meilleures conditions de logement : « Nous en avons assez des loyers trop chers dans des logements sans confort, sans hygiène, entassés à huit dans des chambres de douze mètres carrés pour 1 488 F par mois avec des matelas et couverture parfois non changés depuis 15 ans. Assez de provocations racistes, assez des rondes des gardiens à tout heure, des passages à tabac. Assez d'être traités comme responsables de la crise, du chômage et de la violence. Assez, assez de ces conditions de logement ! Assez des vexations ! Assez d'être exploités ! ».

C'est par un appel à la solidarité : « Français-immigrés, même patron, même combat », qu'il a terminé. Mais comment parler de cette lutte sans parler du Comité de coordination des foyers Sonacotra en lutte qui la dirige dans plusieurs dizaines de foyers. Comment parler des expulsions sans parler de celles dont ont été victimes des membres de comités de résidents Sonacotra ? C'est cela cacher la vérité !

La CGT n'a pas appelé à la manifestation qui regroupait, le 18 novembre à Paris, près de 10 000 travailleurs français et immigrés, en soutien à la lutte des résidents des foyers Sonacotra. Elle n'a pas appelé non plus aux nombreuses autres qui ont précédé. Et la CGT n'en parle pas.

Il est à souhaiter que ces vérités soient connues des délégués. Il est à souhaiter que cette longue lutte que la CGT n'a pas soutenue le soit enfin par le plus grand nombre possible de militants de la CGT et plus largement.

International

Parmi les trente-cinq interventions de ce mardi, peu ont abordé les questions internationales. Une argumentation développée lundi a été largement reprise sur l'Europe, rappelant que des syndicats comme la CGIL d'Italie, les commissions ouvrières d'Espagne, la CGT grecque n'étaient pas hostiles, bien au contraire, ni à l'Europe, ni à son élargissement.

Le syndicat des correcteurs, agissant pour les libérés quel que soit le pays, est intervenu pour la libération de Klébanov, cet ouvrier interné en URSS après la création d'un syndicat libre. A ce sujet, interrogé à la réunion de presse de l'après-midi sur les réactions hostiles du congrès à certaines interventions abordant ce genre de questions, Jean-Claude Laroze et Michel Warcholak ont nettement indiqué leur conviction que ces réactions étaient liées à la « forme, la manière » de ces interventions et non au fond.

Les interventions en question qui susciteront la réprobation du congrès, débutaient par ce vives critiques sur le caractère antidémocratique du congrès et de sa préparation. Il est certain que les congressistes sont profondément convaincus du contraire et très sensibles sur ce point. On peut estimer que Frischmann avait joué la veille de cette sensibilité et du réflexe de défense qu'elle suscite.

Signalons de plus que les deux délégués qui ont fait de telles interventions et qui s'étaient présentés individuellement dimanche pour faire partie des commissions y ont été finalement élus après décompte plus précis des mandats et non des mains levées lors du vote.

Parmi d'autres messages et au moment d'une interruption de séance a été signalé un message de la Charte 77, reçu par le congrès dans la journée.

Au Jour Le Jour par Silvestre



La résistance de la Roumanie suscite la colère de l'URSS

PLUSIEURS ambassadeurs des pays du Pacte de Varsovie ont quitté la Roumanie pour regagner leurs capitales respectives. Bien entendu, on dément dans celles-ci qu'ils aient été rappelés « pour consultation » après les déclarations du président roumain, Ni-

Rappelons les faits. Lors d'une réunion du Pacte de Varsovie à Moscou, la semaine dernière, Brejnev a fait pression sur les dirigeants des pays de l'Est pour les contraindre à la fois à augmenter leurs dépenses militaires dans le cadre du Pacte de Varsovie et à s'engager à participer aux actions militaires agressives que mène l'URSS. Le président Ceaucescu a refusé de signer tout engagement de la sorte, déclarant : « Nous n'admettrons jamais que l'armée roumaine puisse être engagée dans une action militaire par quelqu'un d'autre que le peuple roumain ». Il s'est ainsi opposé à la baguette de Moscou et à sa volonté d'avoir recours dans ses entreprises expansionnistes, en plus des mercenaires cubains et de l'aide du Vietnam, aux troupes du Pacte de Varsovie. Leur présence a déjà été dénoncée en Erythrée par le Front populaire de libération de l'Erythrée.

ATTITUDE RESOLUE LORS DE L'INVASION DE LA TCHECOSLOVAQUIE

Cette attitude de la Roumanie n'est pas nouvelle car voilà bien longtemps

déjà que ce pays s'oppose à la baguette de Moscou. Ainsi, en 1968, la Roumanie a refusé de participer à l'agression de la Tchécoslovaquie et a, au contraire, mobilisé ses troupes, de même d'ailleurs que la Yougoslavie, pour se préparer à faire face à une éventuelle agression. Le président Ceaucescu prenait la parole, le 23 août, devant plus de 100 000 personnes rassemblées à Bucarest, pour déclarer :

« Il n'existe aucune justification, l'on ne saurait accepter aucun motif pour admettre, ne fut-ce qu'un instant, l'idée d'une intervention militaire dans un pays socialiste frère. La pénétration, en Tchécoslovaquie, des troupes de cinq pays socialistes constitue une grande faute et un grave danger pour la paix en Europe, pour le socialisme dans le monde. Dans le monde actuel, alors que les peuples se dressent dans un combat pour leur indépendance nationale, il est inconcevable qu'un Etat socialiste, que des Etats socialistes violent la liberté et l'indépendance d'un autre Etat. » Il concluait ainsi son discours : « Soyons prêts à défendre notre patrie socialiste », et le gouvernement roumain organisait la mise sur pied de

milices populaires et la résistance du peuple.

UNE OPPOSITION FERME AUX PRESSIONS DE MOSCOU

Quelques années plus tard, tout en gardant une prudence verbale qui se conçoit aisément, vu la proximité de la menace soviétique, Ceaucescu refusait avec fermeté de concéder à Moscou le droit de passage sur une bande de territoire roumain. C'était au moment du regain de tension qui accompagnait l'affaire de Chypre et dont Moscou voulait profiter pour faire aboutir ses exigences.

Depuis, malgré la colère de *La Pravda* qui a attaqué « la politique myope et dangereuse » des Etats qui coopèrent avec la Chine, le président Ceaucescu a

reçu, en Roumanie, la visite du président Houa Kou-feng et a déclaré à cette occasion : « Nous connaissons et nous apprécions en même temps le rôle toujours plus important que la République populaire de Chine joue sur la scène mondiale, dans la lutte contre la politique impérialiste, colonialiste, néo-colonialiste, de domination et d'oppression, pour le triomphe de la paix, de la liberté et de l'indépendance des peuples. »

C'est dans ce contexte d'une opposition croissante des peuples et pays du monde, y compris, à des degrés divers, des pays de l'Est, qu'il faut apprécier la colère de Moscou. Brejnev craint que l'exemple que donnent la Roumanie et la Yougoslavie ne soit suivi par les autres pays qu'il voudrait maintenir sous sa férule.

Jean QUERCY

Souscription

Pour les 20 millions avant
fin novembre
Un coup de
collier à donner

A LA date du 27 novembre, le montant de la souscription atteignait 136 517,21 F. Certes, cela représente déjà une somme très importante si l'on considère qu'elle a été recueillie depuis le 1er octobre. Par ailleurs, la vente du calendrier et de cartes de vœux vont permettre d'intensifier la bataille financière au mois de décembre pour recueillir les 15 millions qui resteront à réunir si le chiffre de 20 millions est atteint le 30 novembre.

Cependant, nos échéances exigent de façon impératives que la somme de 20 millions soit atteinte justement le 30 ou dans les jours qui suivent et il reste, incontestablement, un coup de collier à donner. N'hésitez pas, camarades, à envoyer immédiatement les sommes que vous récolter sans attendre qu'elles atteignent plus de quelques dizaines de francs.

Ceausescu soutenu par son Parti et le peuple roumain

LE comité politique, exécutif du comité central du Parti communiste roumain, a approuvé à l'unanimité l'attitude du président Ceausescu à Moscou déclarant : « Le comité politique exécutif estime que tout doit être fait pour éviter tout escalade de la course aux armements, condamner et rejeter résolument toute nouvelle augmentation des dépenses militaires qui pourraient sérieusement menacer les intérêts vitaux de tous les peuples, empêcher toute mesure menant au renforcement et à l'amplification des blocs militaires et mettre fin à tout étalage de la force, à toute manœuvre militaire ou les autres formes d'intimidation ».

Le président Ceausescu a rencontré dès son retour de Moscou de nombreux représentants de délégations populaires.

Selon l'agence *Agerpres* ils ont exprimé leur soutien à son attitude et ont exprimé leurs inquiétudes face aux exigences de Moscou.

L'Aurore

L'épreuve de force

Hersant convoqué chez le juge d'instruction

ROBERT Hersant est convoqué mercredi après midi chez le premier juge d'instruction du tribunal de grande instance de Paris, le juge Cabié. Si l'on en croit le secrétaire général du syndicat CGT des journalistes, le juge lui ferait connaître son inculpation pour cumul de propriété de quotidiens. Ceci marquerait une nouvelle phase dans l'épreuve de force à laquelle s'est livré Hersant pour agrandir son empire en mettant la main sur *L'Aurore*, une épreuve de force où il semble se heurter à forte partie.

En juillet dernier, Bous-sac était obligé de vendre son journal *L'Aurore* à un groupe de patrons proches de Giscard. Le principal d'entre eux, Fournier, PDG des magasins « Carrefour » devenait président de la société *Franpresse*, editrice de *L'Aurore* et de *Paris-Turf*.

Pour autant, les difficultés financières de *L'Aurore* n'étaient pas résolues (le déficit pour 1978 est de 30 millions de francs. En 1979, il sera encore plus important).

Le 14 septembre, un accord était signé avec Hersant qui prévoyait le couplage des petites annonces et de la publicité avec celles de *France-Soir* et du *Figaro* et l'impression du journal sur les presses d'une imprimerie appartenant à Hersant.

En octobre, une série de démissions des responsables du journal se produisait,

motivées, selon les démissionnaires, par le fait que Hersant ne respectait pas l'indépendance de la rédaction.

VERS L'INCUPLATION DE HERSANT ?

Depuis, une série de manœuvres et de contre-manœuvres ont eu lieu autour de *L'Aurore*. En 1976, quatre syndicats de journalistes et l'Union fédérale des consommateurs avaient porté plainte contre Hersant pour contrôle de plusieurs quotidiens en infraction avec une ordonnance du 26 août 1944. Hersant, lui, est propriétaire ou présent dans seize quotidiens. Cette plainte n'était pas suivie d'effets jusqu'à ces jours derniers. Le juge d'instruction Cabié confie aux repré-

sentants des syndicats de journalistes et de l'UFC qu'il avait l'intention d'inculper Hersant. Au même moment, la police judiciaire effectuait une enquête sur *France-Soir* avec audition d'Hersant à la clef. La justice semble vouloir dégeler le dossier Hersant.

Le 22 novembre, Giscard au cours de sa conférence de presse annonçait qu'il approuvait l'initiative du sénateur Caillavel sur l'ouverture d'une enquête concernant les concentrations dans la presse. Qui était visé sinon Hersant. Une offensive du pouvoir contre celui-ci était-elle engagée ?

LE COUP DE FORCE DE HERSENT

Le même jour du 22 novembre, Hersant rompait les accords signés le 24 septembre en prétextant l'opposition du syndicat CGT du Livre qui refusait la mise en pratique de ces accords.

Le 23 novembre, Fournier, PDG de la société editrice de *L'Aurore* démissionnait en disant que la rupture des accords avec Hersant condamnait le journal.

Le 24 novembre, Janrot, l'homme de Hersant à *L'Aurore*, directeur du journal, annonçait que, désormais, il

prenait tout en main et que la société *Franpresse* conserverait le journal. Cependant, elle n'investirait pas un sou. C'était donc prononcer la mort du journal. Il annonçait également des mesures pour le faire durer jusqu'au 31 décembre : passage à quatre pages, diminution du tirage. Ceci devenait effectif à partir du lundi 27. A la suite de ces décisions, le rédacteur en chef, Roland Faure démissionnait.

LA LUTTE DES CLANS DE LA BOURGEOISIE

Il semble donc qu'Hersant, en manœuvrant comme il l'a fait, ait éliminé le giscardien Fournier de la direction de *L'Aurore*. Il semble aussi que l'épreuve de force soit entamée entre Giscard et Hersant. Le premier menaçant le second de poursuites judiciaires afin de l'obliger à passer de son côté. Hersant est en effet membre du parti de Chirac. Son empire de presse est en effet un atout d'importance dans la bataille que se livrent les deux clans de la bourgeoisie au pouvoir.

Pour les 482 travailleurs du livre concernés, l'avenir paraît sombre.

Ce qui est en jeu pour eux, c'est leur emploi.

La Syrie rejette une proposition d' « axe » avec Moscou

IL semblerait que les dirigeants soviétiques, tout à leur désir d'augmenter leur mainmise au Moyen-Orient, aient quelque peu voulu aller trop loin dans leur pressions contre la Syrie. C'est ce qui ressort du moins d'un certain nombre de déclarations officielles faites à Damas ainsi que du retour précipité de Moscou du chef d'état-major syrien.

Le général Hikmat Chehabi devait rester deux jours de plus à Moscou où il négociait l'achat d'armes modernes, en particulier des Mig 23. Ce sont les conditions mises par les Russes à la vente de les armes qui auraient été jugées inadmissibles par le gouvernement syrien.

D'après l'entourage du président El-Assad, Moscou aurait voulu « entraîner la Syrie dans une politique d'axe », réitérant en cela des propositions insistantes toujours rejetées jusque là par le gouvernement syrien. Il semble, cette fois, que la condition qu'ait posé Moscou soit la réalisation d'un axe Syrie-Irak-URSS dominé bien sûr par cette dernière, assortie d'un traité « d'amitié » semblable à celui signé avec le Vietnam et l'Ethiopie.

« L'unité syro-irakienne se fera en temps voulu, mais dans l'intérêt prioritaire des deux pays... » a fait répondre le gouvernement syrien, montrant en cela qu'il refusait le diktat soviétique et qu'il n'avait nullement l'intention de sacrifier leurs intérêts nationaux à la volonté hégémoniste de Moscou.

Caisse d'Épargne de Tours

Après le meurtre d'une caissière par un truand

Grève exemplaire
des employés

SEULE dans son agence, sans aucune protection, une employée est tuée le 26 octobre au cours d'un hold-up. Il aura fallu cette mort tragique pour révéler ce qu'est la Caisse d'Épargne : une banque chargée de ramasser l'argent des travailleurs pour le compte de la Caisse des Dépôts (caisse d'État) et pour qui la seule sécurité qu'elle compte est celle du fric.

La Caisse d'Épargne de Tours compte une trentaine de guichets (urbains, suburbains et ruraux) et emploie 160 personnes. Nombreuses sont les agences tenues par un seul employé. C'est le cas de madame Varraine, qui se voit braquer par un truand et l'ayant reconnu, se fait assassiner car rien ne la protège.

La seule sécurité qui existe, c'est celle de l'argent :

— Une caisse escamotable ;
— Une sirène d'alarme et rien d'autre... !

Malgré la gravité de cet événement, la direction ne prend pas la peine de prévenir le personnel, elle ne fait même pas nettoyer l'agence. Et le lendemain elle fait rouvrir l'agence comme si de rien n'était ! Avec ses deux agents, c'est vrai, mais qui doivent nettoyer le carrelage !

C'est le comble !

LA COUPE DÉBORDE

Le jour suivant, la CFDT et le Syndicat autonome appellent les employés à faire un arrêt de travail d'une demi-journée en hommage à leur collègue, mais aussi pour protester contre l'inconséquence de la direction en ce qui concerne les pro-

blèmes de sécurité du personnel.

Pourquoi « arrêt de travail » et pas grève, tout simplement ? C'est que jamais encore il n'y a eu de grève massive à la Caisse d'Épargne de Tours et que la majorité des employés n'a pas conscience d'être exploitée.

C'est l'attitude de la direction les jours suivants, qui va montrer à tous la véritable nature de la Caisse d'Épargne.

Cet arrêt de travail est suivi par la totalité des employés. Deux revendications essentielles sont décidées :

- Deux agents minimum par agence ;
- La pose de glace pare-balles dans tous les bureaux et cars-succursales.

LE VOILE SE
DÉCHIRE

Une réunion extraordinaire d'un comité d'entreprise élargie aux délégués du personnel étant prévue pour le vendredi 3 novembre, les organisations syndicales appellent à un nouvel arrêt de travail afin d'appuyer la délégation qui rencontre le conseil d'administration.

De son côté, le syndicat CFDT des Caisses d'Épargne appelle l'ensemble du per-



3 000 personnes assistèrent à l'enterrement d'un postier victime de deux truands. Les postiers sont eux aussi engagés dans la lutte pour une meilleure sécurité.

sonnel à une matinée de grève nationale avec assemblée générale sur les problèmes de sécurité.

A Tours, le conseil d'administration refuse d'abord la présence aux négociations d'un responsable national de la CFDT-Caisse d'Épargne (ce qui est illégal et déclenchera la colère du personnel réuni en assemblée générale).

Il continue ensuite à refuser l'augmentation des effectifs et la pose des glaces pare-balles.

Les employés décident alors à l'unanimité de se mettre en grève. Ils ont compris que, même en cravate et en costume, ils n'étaient que des pions pour ce conseil d'administration, dont tous les membres sont directeurs de société, industriels ou entrepreneurs.

Dans les établissements financiers aussi, la lutte des classes est là !

La grève va durer deux jours, deux jours où les grévistes vont occuper la caisse principale de Tours, vont aller dans la rue expliquer leur affaire, vont manifester avec les employés des autres banques, se retrouvant près de 600 devant la préfecture (où une délégation est reçue), vont multiplier les contacts auprès des maires, des organisations politiques, des conseillers généraux et même de Royer, député-

maire réactionnaire de Tours, vont publier plusieurs communiqués et donner une conférence de presse. En deux jours de temps !

Sans compter les réactions très rapides des syndicats des autres banques, ainsi que l'appui de l'UIS-CFDT de Tours.

Bref, rien n'a été négligé pour gagner, en particulier l'unité des grévistes a été préservée (en évitant des sujets de division, comme le problème de la peine de mort).

Devant cette cohésion et cette détermination auxquelles ni le conseil d'administration ni la direction ne pouvaient s'attendre, la négociation a lieu le lundi à 20 heures et suite au vote de l'assemblée générale, un protocole d'accord est signé, qui garantit, entre autres :

- La pose de glaces pare-balles dans toutes les agences et cars-succursales ;
- Un effectif minimum de deux par agence dans un premier temps.

Cette victoire montre la voie à suivre dans les banques et dans les postes : la lutte massive des employés pour leur sécurité, une coordination rapide et une popularisation « tous azimuts ».

Correspondant Tours

Article revu par un délégué CFDT de la Caisse d'Épargne de Tours

Déclaration
du PCML sur
l'Europe

(Suite de la page une)

L'idéal de démocratie et de progrès proclamé par les promoteurs de la Communauté européenne n'est en réalité qu'un mensonge qui cache mal la répression antipopulaire, réactionnaire, organisée au plan européen (espace judiciaire, coopération des polices...).

C'est pourquoi, à l'occasion de l'élection du Parlement européen en juin 1979, le PCML mènera sa campagne politique pour :

- Dénoncer la subordination du Parlement européen aux intérêts des capitalistes monopoleurs ;
- Dénoncer les programmes de défense du système d'exploitation sur lequel les différents partis politiques bourgeois (PCF compris) cherchent à être élus.

Dans le même temps, le PCML mènera campagne pour exiger que l'union des pays européens établisse des relations sur un pied d'égalité avec les pays du tiers monde ; pour qu'elle renforce son caractère de résistance unie aux entreprises hégémoniques des deux superpuissances, notamment contre les tentatives de domination économique et de tous ordres de l'impérialisme américain et contre les menaces militaires et de tous ordres du social-impérialisme soviétique. Le PCML dénoncera les tendances à la capitulation qui se manifestent dans la ligne des formations politiques bourgeoises en présence, en particulier la ligne des dirigeants révisionnistes du PCF. Leur mot d'ordre « Non à l'Europe des monopoles, oui à l'Europe des travailleurs » est purement démagogique. La cible qu'ils proposent aux luttes des travailleurs c'est l'unité européenne. Ils divisent les peuples et les pays européens par une campagne chauvine et xénophobe qui cache la véritable cause de l'exploitation : le capitalisme. Ils n'ont cessé de préconiser la coopération avec l'Union soviétique, la détente face à l'URSS. En invoquant un danger allemand, ils éludent la question de la résistance unie des pays et des peuples européens aux véritables dangers qui les menacent aujourd'hui.

Tout en voyant dans l'union des pays de la CEE et son élargissement un facteur positif qui permet le renforcement de la lutte solidaire des peuples européens contre les dangers de guerre, pour leur indépendance nationale, le Parti communiste marxiste-léniniste appelle la classe ouvrière et les masses populaires à compter fondamentalement sur leurs propres forces pour lutter contre l'hégémonie, pour se préparer en prévision d'une guerre et les appelle à construire leur unité dans la lutte de classe contre leurs bourgeoisies respectives et les deux superpuissances.

- Contre la politique de restructuration, d'oppression des masses populaires, des bourgeoisies européennes ;
- Contre la liquidation accélérée de la petite production agricole ;
- Pour l'union des peuples et pays européens contre la politique d'hégémonie des deux superpuissances, notamment de l'URSS.

Le Comité central du PCMLF. Le 26 novembre 1978

Prochainement
nous publierons une série
d'articles sur l'Europe

Nixon aux
«Dossiers de l'écran»

C'ÉTAIT un spectacle un peu écœurant que de voir cet ancien président des USA, contre un cachet comme une vieille star, raconter ses mémoires et surtout répéter avec complaisance sa confession. « J'ai fait une erreur, j'ai payé ».

C'est du Watergate qu'il s'agissait, bien sûr. En estimant qu'il avait fait une faute en couvrant, pour des motifs électoraux, les « plombiers », Nixon a cependant nié avoir été à l'origine de l'affaire. Pris sous un feu roulant de questions d'une heure et demie, posées directement par les spectateurs des « Dossiers de l'écran », Nixon s'est expliqué sur les sujets les plus divers. Lamentable quand il tentait de s'expliquer sur le Watergate ou sur d'autres sujets de la politique américaine, cet homme déchu prenait de l'assurance dès qu'il s'agissait de problèmes internationaux.

La détente ? Un équilibre résultant d'un rapport de force. Si l'équilibre est rompu, la détente ne résistera pas une seule minute.

Le Moyen-Orient ? Une politique totalement pro-sioniste mais modulée afin d'éviter avant tout la pénétration soviétique dans la région.

L'Europe, la Chine ? Toutes les deux peuvent créer des pôles d'équilibre face à la confrontation et au danger soviétique. Elles doivent donc être fortes.

Une analyse de la situation mondiale, en bref, bien sûr entièrement tournée dans l'intérêt de la superpuissance américaine mais assez réaliste.

Quant au Vietnam ? De nombreux messages de téléspectateurs s'opposaient violemment à Nixon, responsable de bombardements inhumains contre le peuple vietnamien. Il lui fut demandé s'il arrivait encore à dormir la nuit en pensant aux bombes à billes que recevaient les enfants vietnamiens dans les hôpitaux... A cela Nixon, très embarrassé, répondit avec cynisme qu'il avait lancé les bombardiers sur le Vietnam pour permettre aux USA de signer la paix « dans l'honneur »... Triste conception de « l'honneur »...

Abonnements communs au

Quotidien du peuple

et à

L'Humanité rouge

Abonnements de trois mois au

Quotidien du peuple

et à

L'Humanité rouge

150 F

Abonnements de six mois,
avec en supplément le Tome V des
Œuvres choisies de Mao Tsé-toung

300 F

Abonnement de six mois

aux revues théoriques

Front rouge

et

Prolétariat

50 F

Conférence de presse de Barre

MARDI Barre a donné une conférence de presse. Il est revenu une fois de plus sur les efforts que les travailleurs devront supporter. « La crise actuelle, a-t-il dit, n'est pas une crise comme les autres... La France devrait poursuivre son effort longtemps... Il me paraît légitime de promettre une amélioration signifiant le retour au passé ». C'est là la façon des bourgeois de dire que le chômage va augmenter et les conditions de vie et de travail du peuple s'aggraver.

Barre est revenu une fois de plus sur la sécurité sociale et son prétendu déficit. Barre n'a rien révélé des mesures qui seront prises dans le courant du mois de décembre. Cependant il a lourdement insisté sur la volonté du pouvoir de remettre en cause certains acquis en ce domaine : « Le gouvernement ne reculera pas devant les décisions qui s'imposent ». Il a laissé entendre que le pouvoir voulait réduire le montant des prestations versées aux travailleurs par la Sécurité Sociale. Il serait aussi question de faire payer davantage de cotisations aux cadres. Mais derrière cette mesure concernant les cadres, se profile aussi l'augmentation des cotisations pour tous les travailleurs. Il est prévisible qu'en décembre le pouvoir annoncera donc l'augmentation des cotisations et la diminution des remboursements et prestations versées par la Sécurité Sociale, quant à l'Etat qui détourne allégrement de son but de protection sociale, l'argent versé par les travailleurs, ils peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Eux ne seront pas pénalisés.

JEUNESSE

Quel avenir après l'école ?

QUAND on parle du travail des jeunes, on parle forcément du chômage des jeunes, car les deux sont étroitement liés. Certes, le chômage touche toutes les catégories sociales et toutes les catégories d'âge mais il frappe avant tout les plus jeunes et ceux qui ont le moins de diplômes.

La jeunesse ne forme pas un tout cohérent. Les jeunes appartiennent à une classe sociale et c'est cette appartenance qui va déterminer leur avenir. « 500 000, 600 000 jeunes de plus se trouvent sur le marché du travail, 600 000 jeunes vont avoir des difficultés à s'insérer dans le monde du travail » a-t-on pu lire dans les rapports officiels. Mais ces 600 000 jeunes ne tombent pas du ciel, ils ont déjà un passé scolaire et surtout un passé social derrière eux.

Que leurs parents soient cadres supérieurs, cadres moyens employés, ouvriers ou personnel de service, les enfants n'auront pas du tout, mais pas du tout la même formation scolaire. C'est un fait connu de nous tous, bien sûr, mais il est capital de partir de ces données pour mieux compren-

dre le problème du chômage des jeunes.

La grande majorité des enfants des ouvriers, des agents de service, des employés ne poursuivent pas leurs études au-delà de la troisième, au-delà d'un CAP ou d'un BEP, quelques uns vont parfois jusqu'au bac, mais rarement au-delà.

Les raisons de cette sélection ne sont pas à chercher du côté de l'intelligence de ces enfants, de leurs capacités etc, mais bien du côté de l'école. A quoi sert l'école, pour quel type d'enfants est-elle conçue ? Les luttes qu'ont menées les parents d'élèves, les professeurs et les élèves au moment de la rentrée scolaire ont bien mis en évidence la politique du pouvoir en matière d'éducation.

Plus de la moitié des jeunes sortent de l'école

sans qualification. Rappeler que les enfants des ouvriers, agents de service et employés vont très peu de temps à l'école c'est expliquer pourquoi ils débarquent sur le marché du travail avec très peu de diplômes en poche.

Les travaux, articles et autres documents officiels expliquent souvent les difficultés des licenciés, des diplômés universitaires à trouver du travail. Certes, ce n'est pas drôle tous les jours de cogner à des portes muettes, de recevoir quotidiennement des lettres laconiques qui vous laissent sans travail, mais le chômage des jeunes hautement diplômés est le « moindre mal du chômage des jeunes ». Par contre, la bourgeoisie ne souffle mot sur l'immense majorité des jeunes au chômage sans diplôme.

Pas moins de la moitié des jeunes qui sortent du système scolaire n'ont aucune formation professionnelle et à fortiori de diplôme. Beaucoup de jeunes sortent de l'école dès qu'ils ont atteint l'âge de la scolarité obligatoire (16 ans) sans métier dans les mains ; d'autres n'ont suivi qu'un préapprentissage, d'autres encore ont suivi la forma-

tion d'un CAP ou d'un BEP ; enfin ceux qui ont le plus de chance ont un CAP ou un BEP en poche.

Une fois ces données connues, on aborde le problème du chômage des jeunes, sous un autre angle : la plupart des jeunes cherchent du travail alors qu'ils n'ont aucune référence, alors qu'ils n'ont aucune formation professionnelle, alors que très peu d'entre eux ont un CAP.

Et ceux qui en ont un, ont très peu de chances de trouver un emploi qui correspond à leur qualification. En effet, 30 % des jeunes, possédant un CAP ou un BEP, n'ont trouvé dans la dernière période qu'un emploi d'OS ou de manoeuvre.

La bourgeoisie a beau jeu alors d'étaler son éventail de formations pour les jeunes. Ils n'ont guère le choix entre l'apprentissage chez un petit patron, un stage en FPA, un des stages Barre et les « services » des agences d'intérim. C'est ainsi que le patronat utilise à fond le besoin urgent de ces jeunes de travailler en leur mijotant un pot pourri de formation théorique minimale, un maximum d'heures de travail chez le patron et bien évidemment une rémunération la plus basse possible.

Nathalie VILLOTIERS



Un chômeur sur deux a moins de 25 ans.

Personnels de l'intendance et de l'administration universitaires

La carotte... et le bâton !

C'EST une histoire qui ne finit pas et qui peut-être répétée sans fin. Elle relate la situation actuelle des non-enseignants du ministère de l'Éducation qui travaillent dans les bureaux, et qui, pour une raison ou pour une autre, passent des concours administratifs.

Cette année, un candidat sur dix a refusé « d'être reçu » au concours qu'il avait passé. Motif : nomination (ministérielle) dans une autre région que la sienne.

Vivre et travailler au pays, c'est devenu pour tous les travailleurs à la recherche d'un emploi, un vœu légitime qu'il faut réaliser. Prenons un exemple : il habite Brest et est nommé à Reims.

1) QUE FAIRE ?

Il y a deux alternatives : - Refuser la nomination et alors la réussite au concours est annulée. Reste l'ANPE, pourquoi pas ? - Mais mieux vaut avoir un travail qu'être chômeur ; donc accepter et passer un minimum de 18 heures dans le train, pour entre apercevoir sa femme et ses gosses pendant le week-end et

vivre pendant cinq jours dans une région dont il ne connaît rien ni personne, sinon le patron d'un établissement scolaire qui n'a à offrir que des conditions de travail se dégradant de plus en plus, et présenter les « devoirs » qu'un bon employé doit accomplir pour le bon fonctionnement du service public. Le reçu n'a qu'un désir : rejoindre le lieu où il habite, où réside sa famille, où il a depuis sa naissance, ses habitudes, ses amis et ses camarades.

2) QUE FAIRE ?

Il y a deux alternatives : - Il reste très sage, il n'est pas malade, il n'est pas militant, ni syndiqué, ni politique - surtout pas ! - il n'a jamais de critique à faire, tout est toujours bien, le patron est le roi, sympathique, humain, etc. et au bout de trois ans, une demande de mutation risque d'être satisfaite. Mais il y a un risque : le patron, s'il l'apprécie ne veut pas perdre cet élément précieux... et apposer un avis défavorable à une mutation qui « désorganiserait le service ».

- Il se montre le plus infâme des individus, il est militant politique/syndical, il est malade, il sabote le travail, il refuse de faire des heures supplémentaires, il est « arrogant et grossier envers les supérieurs », il manque de « rayonnement » (condition essentiel-

le prévue par Haby pour bien faire son boulot dans l'éducation). Le ras l'bol du patron sera tellement gros qu'il donnera une note excellente à cet employé qu'il qualifiera pour les besoins de la cause, de zélé, aimable, dévoué à ses supérieurs ; « on » s'arrachera cet élément modèle ! Il l'a, sa mutation, comme dans la poche !

Mais il y a un risque : Au lieu d'attendre trois ans, on peut obtenir une « mutation d'office » après une seule année de présence. Où ? Mais à Strasbourg, pourquoi pas ? (Et impossible de refuser car c'est l'ANPE...)

3) QUE FAIRE ?

Il y a deux alternatives : - Etre sage (voir premier point) ; - Etre insupportable (voir deuxième point).

Les personnels de l'Administration de l'Intendance universitaire, bientôt regroupés en un corps unique d'« administration scolaire et universitaire » - et cela pour les bénéfices des plus hauts grades - doivent exiger du ministère de l'Éducation que les vœux géographiques formulés lors de l'inscription aux concours soient pris en compte et refuser cette situation de bouche-trous, offerte comme un cadeau, étant donné... « la crise ».

Correspondant Rennes

Culturel THEATRE

«La Sœur de Shakespeare»

L'oppression des femmes

EN ce moment, le théâtre de l'Aquarium joue à la Cartoucherie de Vincennes une pièce créée par la troupe du théâtre de l'Aquarium. Cette pièce a pour thème l'oppression de la femme. Son titre : La sœur de Shakespeare, vient d'une citation de Virginia Woolf.

« Laissez-moi imaginer ce qui serait arrivé si Shakespeare avait eu une sœur merveilleusement douée, appelée, mettons : Judith ». Ce qui serait arrivé, c'est que la sœur de Shakespeare, aurait dû quitter la maison paternelle.

« Elle n'avait pas dix-sept ans, elle avait autant que son frère du goût pour le théâtre. Elle se tint devant l'entrée des artistes. (...) Le directeur éclata de rire. (...) En fin de compte, le directeur la prit en pitié. Elle se trouva enceinte de ce monsieur et par une nuit d'hiver, elle se pendit ». Cette citation qu'on retrouve dans la pièce montre bien le rôle que la société capitaliste assigne à la femme : une place annexe.

Dans la pièce, on trouve deux générations de femmes. Ce rôle qu'on assigne à la femme se transmet, se perpétue d'une génération à l'autre et de mère à fille : « Je lui avais appris à s'effacer : elle a parfaitement rempli son rôle ! Et c'est votre tour maintenant... ».

La mise en scène est très dépouillée mais les inventions sont très riches et l'attention des spectateurs est toujours en éveil, toujours sollicitée. Ainsi, à un moment, on aborde le problème des enfants. Qui doit s'en occuper, la femme seule ou les parents aidés par la société. Alors apparaît un coq qui couve des œufs dans un panier et une des femmes dit : « Il a autre chose à faire le coq : tout commander, tout surveiller... Il a beaucoup d'engagements... ».

La pièce démonte toutes les idées, tous les lieux communs utilisés par la bourgeoisie et les patrons pour justifier l'oppression des femmes. Elle démonte aussi les « arguments » avancés par les patrons pour expliquer que chacun a sa place dans la société et que celle de la femme se situe entre la cuisinière et la machine à laver.

Il y a une progression dans la pièce. D'abord, les comédiens démontent tous les arguments avancés pour justifier le rôle « de la femme au foyer ». Puis ils montrent que ce sont des idées qu'on inculque d'abord aux femmes pour les préparer à leur futur rôle : sur l'affiche de la pièce, on voit une petite fille qui marche dans les grands souliers de sa mère. Mais la révolte se prépare, les grand-mères évoquent les luttes des clubs de femmes sous la Révolution française, leurs filles s'élèvent contre le chômage. « Oui, madame... Quand ils m'ont licenciée, ils m'ont dit : de toutes façons, pour vous, ce n'est qu'un salaire d'appoint »...

Cette pièce du théâtre de l'Aquarium décrit bien la condition des femmes qui restent au foyer, même si elle se limite à ce problème sans aborder de façon approfondie les perspectives de luttes. Le théâtre de l'Aquarium a déjà créé « Ah Quin » d'après l'œuvre de Lou Sin, écrivain communiste chinois, et une pièce sur les luttes des travailleurs contre les licenciements, réalisée d'après enquête.

Léon CLADEL.



Les paysans du Larzac entre Maltaverne et Cosnes-sur-Loire.

Grenoble

Soirée de soutien aux paysans du Larzac

A GRENOBLE se sont déroulées, le 24 novembre, « Quatre heures pour le Larzac » pour la popularisation de la lutte des paysans du Larzac et la préparation d'un départ en car pour Paris pour le rassemblement du 2 décembre. Il y eut plusieurs centaines de personnes, des stands d'information, une intervention du Comité Larzac, un stand-bouffe, de la musique folklorique.

Plusieurs messages ont été lus : ceux de la FDSEA, de la mairie de Grenoble, de celle de Saint-Egrève ainsi que les messages issus des délibérations de deux conseils municipaux de l'Isère soutenant les paysans du Larzac. Le comité de parti du PCML a fait une brève intervention de soutien ainsi que le Front autogestionnaire.

Intervention des travailleuses de la SESCOSEM -St-Egrève au

procès en référé du 23 novembre

Messieurs,
Contrairement à nos habitudes, nous ne vous demanderons pas de délai pour préparer notre défense car aujourd'hui nous avons décidé de ne pas nous défendre.
Parce que pour nous le résultat est connu d'avance. Nous savons que lorsqu'il vous est demandé de trancher dans une affaire qui oppose les patrons aux ouvriers, vous donnez toujours raison aux patrons.
Nous ne disons pas cela à la légère, nous le disons sur la base de notre expérience :

— Il y a un an et demi, nous étions en grève contre les licenciements à la Thomson CSF, nous avions raison, nous étions dans notre juste droit, cela est tellement vrai que la direction au bout de deux mois de grève est revenue sur ce qu'elle avait décidé et nous avons obtenu ce que nous voulions, eh bien devant ce même tribunal, vous nous avez donné tort ! Vous avez autorisé la police à expulser nos deux camarades de l'usine.

— En juillet 1978, lors du procès qui oppose les travailleurs de Becton à leur direction, vous vous êtes également mis du côté du patronat. En plus, on peut se demander pourquoi la SESCOSEM vient ici vous faire perdre du temps, puisqu'il aurait simplement fallu qu'elle accepte de négocier véritablement avec les grévistes et la CFDT pour que nous reprenions toutes les travail.

Alors pourquoi ? Pourquoi ces procès, pourquoi faire déplacer l'huissier ? Pourquoi la Thomson entraîne-t-elle des frais qui lui coûteront plus cher que donner satisfaction aux travailleurs grévistes.

Nous disons donc, votre justice n'est pas juste, elle est du côté des patrons, du côté des riches.

Une preuve encore, la direction peut faire venir un huissier constater ce qu'elle veut, prend les noms que lui donne la direction sans même nous les demander à nous.

Nous, nous n'avons pas le droit de faire venir un huissier pour constater les choses, de notre point de vue.

De plus, nous savons que nous sommes dans notre juste droit, nous ne le quémandons pas, nous nous battons pour lui.

Nous avons raison, nous ne demandons que la reconnaissance de notre qualification professionnelle, nous ne voulons plus, parce que nous sommes des femmes, toujours être considérées comme des travailleurs au rabais, des travailleurs inférieurs.

On nous accuse de bloquer les portes, que bloquons-nous ? Nous n'avons même pas les clés des locaux, ce sont les mêmes qui nous accusent qui les ont dans leurs poches.

Tout cela ne rime à rien, nous ne voulons que nos revendications, nous nous battons aussi longtemps qu'il le faudra. Nous sommes soutenues dans notre lutte par notre syndicat CFDT. Cette déclaration est celle du service Masques et de la CFDT.

Occupation du CROUS d'Aix-en-Provence

DEPUIS plus de deux mois un grand nombre d'étudiants marocains se trouvent sans logement donc dans l'impossibilité de poursuivre leurs études et exposés à tout moment à l'arbitraire de la police (la carte de séjour était conditionnée par un logement fixe).

Pour montrer sa détermination et pour faire aboutir ses revendications qui sont les suivantes : logement en cité universitaire ou logement en ville par l'intermédiaire du CROUS (1) avec l'indemnisation de la différence de loyer, l'UNEM (2) a entrepris une occupation illimitée du bâtiment administratif central du CROUS à la cité des Gazelles depuis le 23 novembre.

Le 23 novembre à 17 heures, sous la menace d'un car de police posté près du lieu occupé, le directeur du CROUS donne un ultimatum de cinq minutes pour évacuer les lieux.

Mais immédiatement 500 étudiants rejoignent le lieu d'occupation montrant la solidarité entre Français et étrangers et contraignent le CROUS à demander le retrait des forces de police...

Plusieurs organisations démocratiques et progressistes soutiennent l'action de l'UNEM ainsi que de nombreux étudiants Français et étrangers qui participent à cette occupation...

UNEM section Aix-en-Provence et correspondant

- (1) CROUS : Centre régional des œuvres universitaires et scolaires.
- (2) UNEM : Union départementale des étudiants marocains.

Dernière nouvelles : Dimanche 27 novembre les étudiants marocains occupant le CROUS ont été expulsés par les flics.

A quoi sert la police

CE sont deux faits qui datent mais qui montrent bien quel est le rôle de la police vis-à-vis des travailleurs, ici, vis-à-vis des travailleurs des PTT.

1) Au bureau Paris 15e, le 24 octobre. C'est un policier en civil, revolver au poing, qui agresse un préposé en tenue qui vérifiait ses comptes. Ce flic l'a fait sortir de son véhicule, répandant argent et mandats sur le trottoir, puis il l'a conduit au commissariat sous la menace de son arme. Ce préposé a subi un interrogatoire « serré ». Après l'avoir relâché les flics lui disent : « On vous avait pris pour un gangster... ». Mais la vraie raison c'est que ce préposé est Antillais : c'est du racisme.

2) Au bureau Paris 8, le 10 novembre. Un préposé vient prendre son service en métro. Il est interpellé par la police pour un contrôle d'identité. Il est en tenue. Il s'y soumet de bonne grâce et à peine ses papiers rangés, un flic l'attrape par les bras et lui envoie plusieurs coups de poing en pleine figure, provoquant de nombreuses ecchymoses.
Les flics disparaissent dans la foule. Le préposé se fait faire un certificat médical qui constate les blessures. Là encore le préposé est originaire d'outre-mer.

PARIS

Meeting de solidarité avec la révolution et le peuple palestinien

Le 29 novembre à 20 h 30 à la Maison d'Italie - Cité universitaire - métro Cité universitaire
Ce meeting sera organisé à l'occasion de la journée mondiale pour la Palestine à l'ONU par le MLA et le GUPS.

PARIS-CENTRE

Conférence-débat sur la Chine

A la suite du voyage en Chine d'une délégation de leur parti, les militants du PCML du centre de Paris vous invitent à discuter avec eux. Ils répondront à vos questions sur le socialisme en Chine, la Révolution culturelle, la politique internationale chinoise, etc. Sont prévus un témoignage de la délégation du PCML ainsi qu'un montage-diapos.
Samedi 2 décembre à 14 h 30 - Salle de l'Épicerie (Salle B) : 12, rue du Renard - Paris 4e. Métro Hôtel de Ville ou Rambuteau.

CORBEIL

Soutien aux paysans du Larzac

Le 30 novembre, 8 heures : départ de Melun des paysans. 13 heures : arrivée à la mairie de Corbeil. 18 heures : arrivée et manifestation à Juvisy-sur-Orge.
20 h 30 : à la salle Pablo Neruda, à Corbeil, meeting à l'appel du comité Larzac - 91 UDCFDT - PCRml - PCML - PS - PSU - Union des consommateurs.

BORDEAUX :

Le comité du Larzac informe

qu'un départ en bus est organisé pour rejoindre la marche de protestation des paysans, le 2 décembre, à Paris. Départ 5 heures, place de la Bourse. Inscription : 67, rue de la Devise. Prix entre 80 et 100 F.

VANNES :

Une soirée de soutien à l'Humanité rouge.

Avec la participation du chanteur Gweltas ar Fur. Cette soirée aura lieu le 1er décembre, à 20 h 30, à la salle du Palais des arts. Entrée 15 francs dont 1 F à Diwan.

SOUSCRIPTION - RECTIFICATIF

Une erreur s'est glissée hier dans notre liste de souscription. Ce ne sont pas 12 F qui ont été transmis par le CP Eugène Varlin, mais 12 665 F.

« Nous, les Noirs américains évadés du ghetto ».

Dans notre édition du 28 novembre, à propos des quatre antiracistes américains traduits en jugement à Paris, nous avons indiqué que le livre « Nous, les Noirs américains évadés du ghetto » était disponible. C'est à la librairie « Les herbes sauvages », 70, rue de Belleville, 75020 Paris, qu'il faut commander ce livre dont le bénéfice de la vente sera versé pour participer aux frais du jugement.

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge
205 51 10

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM.....
PRENOM.....
Lieu de travail.....
Adresse.....
Code postal.....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge : pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18 CCP 30 226 72 D La Source Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952.
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle.
Dépot légal 4e trimestre 1978.

L'épopée de la Résistance yougoslave (1941-1945) (2)



Tito en discussion avec un combattant au cours de la lutte de libération.

LE 29 novembre est le jour de la fête nationale yougoslave. Elle commémore le jour où deux-cent-huit délégués, élus par les comités locaux de libération, se réunissaient à Jajce pour y tenir la seconde session du Conseil antifasciste de libération nationale de Yougoslavie (AVNOJ). C'est à cette réunion qu'ils décidaient la transformation de l'AVNOJ en gouvernement provisoire et jetaient ainsi les bases de la Yougoslavie nouvelle. A cette occasion, nous avons commencé dans notre édition d'hier une série d'articles sur la Yougoslavie. Nous la poursuivons aujourd'hui.

DANS toutes les régions libérées de la Yougoslavie, se constituent des *Comités de libération nationale* élus démocratiquement par les citoyens : ils ont pour tâche d'aider la lutte armée, de faire respecter l'ordre à l'arrière, de réprimer le pillage, le brigandage et la spéculation, d'organiser le ravitaillement de la population. Des mesures sont également pri-

ses pour donner du travail aux chômeurs, pour assurer l'hygiène et la santé, pour développer les ressources financières de l'armée.

Ainsi se constituent donc tout de suite des embryons de nouveau pouvoir.

Car Tito et le Parti communiste savent parfaitement que si les travailleurs se lancent massivement dans la lutte, ce n'est certainement pas pour

restaurer l'ordre social ancien d'exploitation et d'oppression. Patriotes, ils veulent aussi des transformations sociales radicales. Et si l'essentiel est, pour l'instant, la réalisation du front uni contre l'occupant, les communistes sont « fermement convaincus que l'aboutissement de l'insurrection de libération nationale sera la révolution socialiste » (Kardelj). Et c'est à cet objectif qu'ils travaillent en di-

rigent la lutte contre l'occupant.

Les 26 et 27 novembre 1942 se réunissent à Bilhac, en territoire occupé, 54 délégués élus par tous les peuples de Yougoslavie. Ils décident la constitution du *Conseil antifasciste de libération nationale de Yougoslavie (AVNOJ)*, qui se fixe pour tâche centrale l'édification du nouveau pouvoir populaire.

Et la deuxième session de l'AVNOJ, tenue dans la nuit du 29 au 30 novembre 1943 à Jajce, prend des décisions importantes qui marquent sa transformation en pouvoir central :

- 1) L'AVNOJ devient « l'organe exécutif et législatif suprême de la Yougoslavie » ;
- 2) Le « gouvernement royal » exilé à Londres est destitué ; il est interdit au roi Pierre de rentrer en Yougoslavie ;
- 3) Tous les accords internationaux conclus précédemment par le gouvernement yougoslave doivent être revus, confirmés ou annulés ;
- 4) La Yougoslavie sera édifiée selon le principe démocratique fédératif, en communauté d'Etats et de peuples égaux en droits.

Ainsi sont établies, en pleine guerre, les bases de la Yougoslavie nouvelle. L'AVNOJ est soutenue par l'écrasante majorité du peuple. L'Union soviétique, quant à elle, craint que la destitution du « gouvernement royal », jusque là soutenu par les Anglais, ne nuise à la solidité du Front uni antinazi. C'est l'un des points de contradiction entre Soviétiques et Yougoslaves durant la guerre même.

Fin 1943, l'Armée de Libération nationale compte 300 000 combattants réguliers. Et malgré des pertes très lourdes, elle avance de victoire en victoire — grandiose épopée que jalonnent les noms sonores de batailles héroïques, comme celle de la Neretva, où les unités de résistants et leurs 4 000 blessés réussissent à briser l'encerclement de forces ennemies supérieures en nombre et en matériel (mars 1943), ou celle de la Sutjeska (mai 1943) — autant de victoires que les partisans remportent grâce à un héroïsme, un moral révolutionnaire, un esprit de solidarité et une ténacité qui forcent l'admiration du monde entier et même de leurs ennemis.

En mai 1943, les Anglais, envoient une mission militaire auprès de l'armée yougoslave, reconnaissant ainsi son existence au sein de la coalition antinazie. En février 1944, l'Union soviétique fait de même et Staline écrit à Tito : « La lutte héroïque des peuples yougoslaves, nos frères, et de leur glorieuse armée de libération contre l'invasisseur allemand soulève l'admiration profonde du peuple de l'Union soviétique et est un exemple vivant pour les nations esclaves d'Europe. Je souhaite un succès croissant aux patriotes qui se battent glorieusement sous vos ordres pour la libération de leur pays. »

Désormais, les peuples de Yougoslavie ont conquis leur place parmi la famille des peuples libres et ils reçoivent une aide internationale qu'ils souhaitaient depuis longtemps. En 1944, un accord est conclu entre Yougoslaves et Soviétiques sur la participation de l'Armée rouge à la libération de la Yougoslavie. Le 20 octobre 1944, les deux armées libèrent conjointement Belgrade et le 15 mai 1945, le pays est entièrement libre.

Le 11 novembre 1945, des élections ont lieu dans tout le pays, elles apportent un succès triomphal pour les listes du Front populaire dirigé par le Parti communiste et Tito : elles recueillent 90,45 % des suffrages exprimés par 88,6 % des électeurs.

Et le 29 novembre, deux ans jour pour jour après la réunion de Jajce, l'Assemblée constituante vote la déchéance de la monarchie et la proclamation de la République fédérative populaire de Yougoslavie.

Les dirigeants du nouvel Etat, ce sont tous des cadres trempés dans le feu de la guerre de résistance. Une page nouvelle de l'histoire de la Yougoslavie commence.

Pour reconquérir leur indépendance, les peuples de Yougoslavie ont dû consentir les plus gros sacrifices : 1 706 000 Yougoslaves sont morts — soit un sur neuf ; plus de 200 000 autres ont été blessés, internés ou déplacés. L'Armée de libération nationale a perdu à elle seule 300 000 hommes et elle a eu 400 000 blessés.

Cette indépendance conquise par une lutte si héroïque et avec tant de sacrifices, les peuples de la Yougoslavie ne vont pas la brader pour quatre sous.

Jean SCHUBERT.

Ce qu'a dit Tito à la réunion de Jajce

On peut distinguer quatre étapes dans le développement de notre guerre de libération nationale :

- Premièrement, la capitulation de la Yougoslavie et le déclenchement de l'insurrection populaire qui a été marquée, dès le début, par la mise sur pied de multiples détachements de partisans dont la mission était de lutter contre l'occupant ;
- Deuxièmement, la transformation des détachements de partisans en unités régulières : bataillons, brigades et divisions, — et la formation de l'Armée de libération nationale de Yougoslavie ;
- Troisièmement, la transformation des comités de libération nationale en un véritable pouvoir populaire, et la constitution du Conseil antifasciste de libération nationale de Yougoslavie ;
- Quatrièmement, l'étape où nous nous trouvons présentement, celle de la transformation du Conseil antifasciste de libération nationale de Yougoslavie, qui était jusqu'ici un organisme politique, en corps législatif suprême, et celle de la création du Comité national de libération de Yougoslavie — gouvernement populaire provisoire. (...)

Notre organisme représentatif populaire a le devoir de prendre, dans ce sens, toutes les dispositions nécessaires et de justifier ainsi la confiance placée en lui par la majorité des peuples yougoslaves épris de liberté. Dans le contexte des événements intérieurs et extérieurs, il est indispensable — à cette quatrième étape — de créer des organismes populaires, politiques, législatifs et exécutifs qui seront à même de surmonter toutes les difficultés de la situation actuelle et de représenter dignement les peuples de Yougoslavie tant à l'intérieur qu'à l'étranger, qui seront capables de faire échec à toutes les tentatives d'empêcher la réalisation des aspirations pour lesquelles notre peuple a versé tant de sang au cours de cette grande lutte libératrice. Le Conseil antifasciste de libération nationale doit devenir l'organisme législatif suprême des peuples de Yougoslavie. Le moment est arrivé où il faut créer un exécutif, un gouvernement provisoire qui saura gérer toutes les affaires dont doit s'acquitter un véritable gouvernement populaire.

Constitué il y a un an, le Conseil antifasciste comprend des représentants de tous les peuples de Yougoslavie. Toutes les couches sociales y sont représentées. Pour la première fois dans leur histoire, nos peuples y délèguent des représentants issus de leurs rangs, des représentants qu'ils choisissent librement et dans lesquels ils ont entièrement confiance.

Un pas aussi important que celui qui consiste à créer un organisme exécutif suprême — le Comité national de libération de Yougoslavie — peut se heurter sans doute, dans un premier temps, à des difficultés et à de l'incompréhension, même chez nos alliés. C'est d'autant plus probable qu'il existe encore à l'étranger un prétendu gouvernement. Mais en deux ans et neuf mois de lutte difficile et sangnante pour la liberté et l'indépendance, les peuples yougoslaves ont acquis le droit de décider eux-mêmes de leur sort. Ce droit est parfaitement conforme à la Charte atlantique. Nous sommes persuadés que nos alliés n'interpréteront pas mal cet acte historique de nos peuples et qu'au contraire, ils feront tout, de leur côté, pour fournir à notre peuple un soutien moral et matériel par l'intermédiaire de l'organisme représentatif que le peuple a lui-même élu dans son pays.